

RAPPORT N° 2022/6-16
au bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

CONSTRUCTION DU NOUVEAU POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX USEES BARACHOIS ET LA REHABILITATION DES RESAUX ASSOCIES – COMMUNE DE SAINT-DENIS – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT N°2

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de part leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté, génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération a pour objet la réhabilitation des collecteurs d'eaux usées desservant la rue de la Boulangerie et le rue des Moulins. Par ailleurs, la construction d'une nouvelle station de pompage est également prévue dans le cadre de cette opération. Ceci afin d'améliorer les conditions d'acheminement des eaux usées collectées par les réseaux amont et ainsi limiter les dysfonctionnements observés sur la zone régulièrement (Obstructions, débordements, nuisances olfactives).

S'agissant d'une opération majeure pour la CINOR, le bureau communautaire du 15 septembre 2022 avait autorisé le Président à solliciter auprès de l'Office de l'eau et de l'Office Français de la Biodiversité des subventions selon le plan de financement suivant :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'OFB au titre de la solidarité interbassin	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €		
3 347 225,00	1 188 400,00	415 940,00	813 620,40	2 117 664,60
100%		12,43 %	24, 31 %	63,27%

Par courrier du 26 octobre 2022, l'OFB indique à la collectivité qu'elle ne pourra pas intervenir dans le financement de cette opération puisque son programme d'intervention exclus le renouvellement des postes de refoulement et la réhabilitation des réseaux.

Aussi, par courrier du 29 Novembre 2022, l'office de l'Eau de la Réunion a répondu favorablement à la demande de la CINOR. Leur conseil d'administration, réuni le 8 novembre 2022, a par ailleurs retenu une participation à hauteur de 45 % des dépenses éligibles.

S'agissant d'une opération essentiellement à la sécurisation de l'acheminement des eaux usées collectées dans les quartiers de la Montagne, de la Petite-Île, du Bas de la Rivière, Bellepierre et une partie du Centre-Ville vers la station d'épuration du Grand Prado, que la CINOR souhaite mettre en chantier dès 2023, il convient d'actualiser le plan de financement pour pouvoir solliciter les aides de l'Etat (FEI 2023).

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement actualisé de l'opération ci-dessous ;

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'Etat via le FEI 2023 € HT	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (45% de la dépense éligible) €		
3 774 359,00 €	1 298 800,00 €	584 460,00 €	2 435 027,20 €	254 871,80 €
100%		15,49%	64,51%	20,00%

- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Etat dans le cadre du Fonds Exceptionnel d'Investissement 2023, d'une subvention d'un montant de **2 435 027,20 €** sur la base du montage financier précédent,
- accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **584 460,00 €**
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **754 871,80 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/6-16
Du bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

OBJET

CONSTRUCTION DU NOUVEAU POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX USEES BARACHOIS ET LA REHABILITATION DES RESAUX ASSOCIES – COMMUNE DE SAINT-DENIS – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT N°2

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/6-16 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement actualisé suivant pour la construction du nouveau poste de refoulement Barachois et la réhabilitation des réseaux associés,

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'Etat via le FEI 2023 € HT	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €		
3 774 359,00 €	1 298 800,00 €	584 460,00 €	2 435 027,20 €	754 871,80 €
100%		15,49%	64,51%	20,00%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Etat dans le cadre du Fonds Exceptionnel d'Investissement 2023, d'une subvention d'un montant de **2 435 027,20 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'accepter la subvention d'un montant de **584 460,00 €** allouée par l'office de l'Eau de la Réunion.

ARTICLE 4

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **754 871,80 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

11 9 DEC 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-16-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022